



Communiqué de presse
A Pantin, le 9 octobre 2025

AIDES contrainte à des suppressions de postes

AIDES, première association française de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales, annonce une décision difficile : la mise en œuvre d'un ensemble de suppressions de poste pour motif économique. Cette mesure est une conséquence directe d'une impasse budgétaire persistante, reflet d'un désengagement plus large de l'État envers le secteur associatif de la solidarité, de la santé et de la lutte contre le VIH/sida.

Des choix difficiles face à une impasse budgétaire persistante

Depuis trois ans, dans un contexte économique défavorable et une diminution amorcée des financements publics, AIDES a mené une politique rigoureuse de réduction de ses charges, portée par l'engagement de ses militants-es, salariés-es et volontaires. Mais ces efforts ne suffisent plus. Au cours des derniers mois, des décisions de coupes importantes du ministère de la santé, des négociations tarifaires dans l'impasse, qui s'ajoutent aux effets du Ségur non-compensé, nous conduisent à cette décision.

En conséquence, AIDES ouvre un plan de licenciement collectif, accompagné d'un plan de sauvegarde de l'emploi, en cours de négociation avec les instances représentatives du personnel. Dès aujourd'hui, le dialogue social est engagé.

Un recul inacceptable dans la lutte contre le VIH

Cette restructuration n'est pas une crise isolée. Elle reflète un désengagement grave de l'État dans la lutte contre le VIH/sida, à un moment où tous les outils existent pour mettre fin à l'épidémie. Pourtant les moyens des politiques de prévention et d'accompagnement des séropositifs-ves sont réduits, les personnes étrangères malades voient leur droit au séjour remis en cause et la démarche communautaire en santé, reconnue mondialement comme efficace, est délaissée.

Une crise généralisée du secteur associatif

Le cas de AIDES est loin d'être isolé. Selon une enquête récente menée par la Fédération des acteurs de la solidarité réalisée en septembre 2025 : 1 association sur 2 voit sa situation financière se dégrader, 1 association sur 3 est menacée de disparition d'ici fin 2025, 58 % n'ont aucune visibilité financière au-delà de 12 mois. Ces associations, qui mettent en œuvre au quotidien les politiques sociales de l'État, sont en danger. Si rien n'est fait, c'est un pan entier de la cohésion sociale qui s'effondrera.

Face à ces difficultés partagées par nombre d'acteurs-rices du secteur, AIDES affirme sa solidarité avec l'ensemble du monde associatif et annonce sa participation au mouvement du 11 octobre. Ce temps fort est l'occasion de rappeler que les associations jouent un rôle irremplaçable dans le lien social, la solidarité et la défense des droits.

AIDES appelle à une réponse politique immédiate

Pour répondre aux enjeux sanitaires et sociaux, nous appelons l'État à un réengagement immédiat. Il doit agir par des financements publics stables et reconnaître le rôle central des associations dans les politiques de santé. Pour les salariés-es, pour les volontaires, ainsi que pour les publics que nous accompagnons, l'Etat doit s'engager de manière pérenne dans la lutte contre le VIH/sida.

À propos de AIDES :

Créée en 1984, AIDES est la première association de lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales en France et en Europe. Depuis plus de 40 ans, AIDES agit avec et auprès des populations touchées ou exposées au VIH/sida et aux hépatites virales afin de réduire les nouvelles infections, et pour les accompagner vers le soin et dans la défense de leurs droits. AIDES est reconnue d'utilité publique et « Don en confiance ».

Contacts presse :

Margot CHERRID - AIDES

mcherrid@aides.org - +33 6 10 41 23 86

Leïla Bahloul – AIDES

lbahloul@aides.org - + 33 6 22 48 04 46